

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 262

(PRIVÉ)

Loi concernant la succession de Pierre Victor Rougier

Première lecture	1982-05-13
Deuxième lecture	
Troisième lecture	

PRÉSENTÉ PAR

M. RENÉ BLOUIN

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

Projet de loi n° 262

(PRIVÉ)

Loi concernant la succession de Pierre Victor Rougier

ATTENDU que Pierre, dit Victor, Rougier est décédé le 30 avril 1946, laissant un testament daté du 28 avril 1934 et deux codicilles datés du 4 septembre 1940 et du 14 septembre 1945;

Que ce testament et ces codicilles qui avaient été faits sous la forme olographe ont fait l'objet d'un jugement de vérification le 25 octobre 1946 (n° 713 des dossiers de la Cour supérieure du district de Montréal);

Que ce testament créait des fiducies à des fins charitables et qu'il confirmait et ratifiait des donations qui avaient créé de telles fiducies;

Que le Trust Général du Canada ou la Société d'administration et de fiducie étaient les administrateurs de ces fiducies;

Que le Trust Général du Canada et la Société d'administration et de fiducie ont été fusionnés en une seule corporation en vertu du chapitre 80 des lois de 1970;

Que le testament et les donations fiduciaires qu'il confirmait et ratifiait ordonnaient au fiduciaire de se conformer aux lois en vigueur quant au placement des biens d'autrui;

Que, vu le second alinéa de l'article 4 du chapitre 81 des lois de 1967, le Trust Général du Canada doit se conformer à l'article 981^o du Code civil tel qu'il se lisait immédiatement avant l'entrée en vigueur de ce chapitre et n'a pas le pouvoir d'investir les biens des fiducies constituées par Pierre, dit Victor, Rougier dans diverses valeurs mobilières sûres et rentables.

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Malgré le testament de Pierre, dit Victor, Rougier, daté du 28 avril 1934, malgré les deux codicilles à ce testament, datés respectivement du 4 septembre 1940 et du 14 septembre 1945 et malgré les actes de donation enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous les numéros 237022, 323844, 344780, 344781, 345394 et 345537, le Trust Général du Canada, fiduciaire des fiducies créées par ce testament et ces actes de donation, est autorisé à effectuer le placement des biens de ces fiducies conformément à l'article 981*o* du Code civil.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.